

Appui au développement régional en Tunisie

Avec les régions, pour les régions

Le défi

La Tunisie est marquée par d'énormes écarts en matière de développement régional. Les activités économiques se concentrent sur le grand Tunis et les régions côtières du nord, du nord-est et du centre-est. Les régions du sud, ainsi que les régions du centre-ouest et du nord-ouest se trouvent majoritairement à l'écart de ces activités. Le taux de chômage s'élevait ainsi, en 2014, à une moyenne de 23 % dans les régions de l'intérieur, alors qu'il était de 15 % à Tunis et de 10 % dans les régions côtières. Cette situation a engendré, notamment dans les régions défavorisées, des troubles sociaux à intervalle régulier.

Cette disparité en termes de développement constitue l'un des principaux motifs de la révolution de 2011 qui a émané des régions de l'intérieur. Depuis, le développement des régions défavorisées est devenu parmi les principales priorités de l'action politique. La nouvelle constitution de janvier 2014 implique, dans une optique de décentralisation, d'amplifier le pouvoir des collectivités locales dans la gestion des affaires locales et régionales. Il est prévu d'accorder aux régions et aux communes des compétences techniques et financières au service d'un développement autodéterminé. Les conditions-cadres pour cette décentralisation, sur le plan législatif et institutionnel, sont en cours d'élaboration.

La réussite du développement régional en Tunisie et la mise en œuvre de la décentralisation dépendent en grande partie de la capacité future des régions à utiliser leurs plans de développement régionaux pour gérer leur propre développement. Les acteurs régionaux, qu'ils soient publics, du secteur privé ou de la société civile, doivent désormais mettre en œuvre ces plans pour atteindre un développement régional plus autonome, plus participatif et axé sur les résultats.

Nom du projet	Appui au développement régional en Tunisie
Mandataire	Ministère fédérale allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ)
Régions d'intervention	Kasserine, Kef, Sidi Bouzid, Béja, Siliana, Jendouba, Kairouan
Organisme partenaire	Ministère de Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale (MDICI)
Partenaires nationaux/régionaux	Direction Générale du Développement Régional; Directions du Développement Régional (DDR); Offices de Développement (OD); Conseils Régionaux
Durée	2016 à 2018

Notre approche

Le projet entend renforcer les sept régions du Nord-Ouest et du Centre-Ouest qui seront reconnues prochainement en tant que collectivités locales en vertu de la nouvelle constitution. Les acteurs régionaux concernés par le projet seront en mesure de développer leur propre stratégie de développement régional d'une façon participative, de la représenter devant les ministères sectoriels et de piloter sa mise en œuvre.

Le projet opère à différents niveaux :

1. La concertation entre les acteurs publics, privés et de la société civile au niveau régional est améliorée à travers leur implication dans les réunions des Conseils Régionaux.
2. Les sept Conseils Régionaux seront formés à la participation citoyenne, à la transparence et à la communication en vue de les préparer aux éventuelles missions du développement régional comme organes élus.



Photo de gauche : Lors d'une formation en « diagnostic territorial » à Béja, les participants ont été sensibilisés aux méthodes d'identification des besoins de leurs régions.

Photo de droite : Pendant une formation à Tabarka, les partenaires publics régionaux du projet apprennent des techniques de modération afin de mieux gérer les ateliers de travail en rapport avec le développement régional.

Dr. Stefanie Harter
stefanie.harter@giz.de

3. Les Directions du Développement Régional (DDR) et les Offices de Développement (OD) seront davantage outillés pour assumer convenablement leur rôle de coordination et de conseil dans le domaine du développement régional. A cette fin, un système de suivi et d'évaluation sera mis en place pour fournir des données fiables sur les questions de développement régional.
4. La division technique du Ministère de Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale sera davantage outillée pour mettre en œuvre la politique nationale de développement régional avec l'appui d'un réseau d'experts.

Quelques résultats...

Le projet précédent avait pour objectif d'améliorer les conditions institutionnelles afin d'asseoir un développement régional efficace et participatif. En réponse aux demandes du partenaire, le projet a soutenu le développement des bases juridiques et des stratégies des réformes à entreprendre. Au niveau régional, de nouveaux instruments de développement régional étaient testés et des structures d'appui étatiques existantes renforcées. De plus, le projet a contribué à l'amélioration de la coordination interministérielle. Sous la tutelle de différents ministères et avec l'appui de conseillers et d'experts de la GIZ, des groupes de travail interministériel ont échangé et se sont concertés sur des questions clés en rapport avec la décentralisation. Au-delà de ces interventions à caractère interministériel, des missions d'études à l'étranger étaient organisées en vue d'accroître les connaissances des partenaires dans des domaines spécifiques.

La GIZ a accompagné l'élaboration participative de 18 plans de développement régional dans le cadre de l'élaboration du Plan quinquennal 2016-2020. Ce processus axé sur la participation et l'expression des besoins des régions constitue une véritable innovation dans l'approche de conduite des processus de planification qui améliore nettement les anciennes pratiques favorisant ainsi la prise en compte des attentes des acteurs locaux.



Lotfi Regaya en conversation avec un autre membre du groupe interministériel « déconcentration », le gouverneur de Gafsa.

... et un exemple concret

M. Lotfi Regaya, Directeur Général des Affaires Régionales au Ministère de l'Intérieur, est membre d'un groupe de travail interministériel sur la déconcentration. Le groupe discute des questions relatives au statut du gouverneur et au transfert de certaines attributions administratives du pouvoir central au plan local. M. Regaya est convaincu de la coopération interministérielle et d'un débat ouvert sur la déconcentration :

« Les réflexions au sein du groupe étaient très utiles pour moi à la fois sur le plan individuel et organisationnel. Aujourd'hui, je comprends mieux le fonctionnement des autres ministères. J'ai également développé mes capacités de réflexion sur l'organisation potentielle de l'administration déconcentrée de l'État pour appuyer les nouvelles collectivités locales élues. »

Convaincu de la qualité des travaux engagés et imprégné par les enjeux de la déconcentration dans un système décentralisé, M. Regaya a mobilisé ses collaborateurs, les gouverneurs en exercice et l'Amicale des anciens gouverneurs. Il souhaite à ce qu'ils prennent part aux travaux en cours, notamment par rapport aux rôles et attributions de l'administration des gouvernorats.

Publié par

Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Siège de la société : Bonn et Eschborn

Projet : Appui au Développement Régional en Tunisie
GIZ Bureau Tunis
B.P.753 – 1080 Tunis Cedex - Tunisie
T +216 71 842 858
F +216 71 842 878
www.giz.de
www.facebook.com/GIZTunisie

Mise à jour

Juin 2017

Impression/ Conception

Kréa - 1002 Tunis

Texte

GIZ Tunisie

Le contenu de la présente publication relève de la responsabilité de la GIZ.

En coopération avec

Ministère de Développement, de l'Investissement
et de la Coopération Internationale

Sur mandat du

Ministère fédéral de la Coopération économique
et du Développement (BMZ)

Division

Afrique du Nord, Politique en Méditerranée

Adresses des Bureaux du BMZ

BMZ Bonn Dahlmannstraße 4 53113 Bonn, Deutschland T +49 228 99 535 - 0 F +49 228 99 535 - 3500	BMZ Berlin Stresemannstraße 94 10963 Berlin, Germany T +49 30 18 535 - 0 F +49 30 18 535 - 2501
--	---

poststelle@bmz.bund.de
www.bmz.de